

# Editorial

Autor(en): **Tschopp, Peter**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **49 (1991)**

Heft 4: **Agriculture : état des lieux à l'occasion des quarante ans de la loi fédéral sur l'agriculture**

PDF erstellt am: **22.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## ÉDITORIAL

Peter TSCHOPP  
*Professeur d'économie  
politique et nationale,  
Université de Genève*

La loi fédérale sur l'agriculture - outil de base de la politique agricole suisse - a désormais quarante ans d'existence. Aux yeux des responsables de la Société d'études économiques et sociales, une occasion à marquer, sinon à fêter.

Outre l'anniversaire de la loi-cadre sur l'agriculture, l'événement international suggérerait également une tentative de bilan.

L'Uruguay Round tente de soumettre le commerce international des denrées agricoles à un régime compatible avec les règles générales du GATT ou, du moins, de négocier un compromis acceptable entre les deux blocs aux intérêts clairement divergents en matière agricole que forment les Etats-Unis et la Communauté européenne.

La politique agricole suisse sera touchée à ses racines par cette négociation au sommet, sur laquelle elle n'a de fait aucune influence, mais dont elle devra accepter l'issue.

Si, au sein du GATT, la Suisse agricole trouve dans la CE un allié objectif dans la défense de ses intérêts face aux revendications américaines, cette même CE apparaît sur l'échiquier européen sous un tout autre jour. Surtout depuis le 22 octobre 1991, c'est-à-dire depuis que le Conseil fédéral a placé la participation de la Suisse à l'Espace économique européen dans la perspective d'une adhésion à la Communauté. Du coup, l'agriculture et, avec elle, la politique agricole toujours marquée du sceau de l'autarcie, se voient confrontées à une réforme de structures sans précédent.

La Revue Economique et Sociale est également attentive au profond changement de climat qui caractérise l'acceptabilité de la politique agricole. De récentes votations populaires montrent qu'il arrive désormais aux citoyens-contribuables de lâcher l'agriculture. Quant aux consommateurs, dans la mesure où ils habitent la périphérie du pays, ils s'approvisionnent de plus en plus systématiquement en lait et viande dans la CE.

Enfin, en lançant ce cahier spécial, notre Revue a voulu suppléer à une carence linguistique manifeste. La politique agricole suisse parle en effet quasi exclusivement allemand. Très rares sont les contributions et analyses disponibles en français. Voilà donc une lacune de comblée.

Il me reste, et ceci au nom du Comité de direction de la Société d'études économiques et sociales, à remercier de leur précieux concours l'ensemble de nos prestigieux contributeurs. J'aimerais aussi les féliciter de la clarté de leur propos et, par endroits, de leur remarquable franchise.

Les profondes mutations auxquelles notre agriculture devra faire face exigent que l'on mette à plat les problèmes et que l'on s'attelle d'urgence à leur solution moyennant des propositions concrètes et opérationnelles.

La Revue Economique et Sociale espère fournir par ce cahier spécial une contribution en guise de lever de rideau à la publication du 7ème Rapport sur l'agriculture, que l'on nous annonce pour mars 1992.